

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

22 OCTOBRE 1998

PROJET DE LOI

**portant des dispositions diverses
relatives au financement de l'Institut
d'expertise vétérinaire**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET
DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ (1)

PAR
MME. Miche DEJONGHE

- (1) Composition de la commission :
Président : Mme Vanlerberghe (M.)

A. — Titulaires	B. — Suppléants
C.V.P. M. Brouns, Mme Gardeyn-Debever, M. Van Erps, Mme van Kessel.	Mme Creyf, M. Goutry, Mme Hermans, M. Vandeurzen, Mme Van Haesendonck.
P.S. MM. Biefnot, Dallons, Minne.	MM. Delizée, Larcier, Moock, Moriau.
V.L.D. MM. Anthuenis, Valkeniers, Van Aperen.	MM. Chevalier, Daems, Taelman, van den Abeelen.
S.P. Mme Dejonghe, Mme Vanlerberghe.	MM. Cuyt, De Richter, Verstraeten.
P.R.L.- F.D.F. MM. Denis, Seghin.	MM. Bacquelaine, D'hondt, Vandenhaute.
P.S.C. M. Lespagnard.	M. Beaufays, Mme Cahay-André.
VL.Blok M. Van den Eynde.	Mme Colen, M. Sevenhans.
Agalev/M. Detienne Ecolo	MM. Deleuze, Van Dienderen.

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. Mme Van de Castele

Voir :

- 1667 - 97 / 98 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 4 : Texte adopté par la commission.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

22 OCTOBRE 1998

WETSONTWERP

**houdende diverse bepalingen
betreffende de financiering van het
Instituut voor veterinaire keuring**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE VOLKSGE-
ZONDHEID, HET LEEFMILIEU EN DE MAAT-
SCHAPPELIJKE HERNIEUWING (1)

UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW Miche DEJONGHE

- (1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : Mevr. Vanlerberghe (M.)

A. — Vaste leden	B. — Plaatsvervangers
C.V.P. H. Brouns, Mevr. Gardeyn-Debever, H. Van Erps, Mevr. van Kessel.	Mevr. Creyf, H. Goutry, Mevr. Hermans, H. Vandeurzen, Mevr. Van Haesendonck.
P.S. HH. Biefnot, Dallons, Minne.	HH. Delizée, Larcier, Moock, Moriau.
V.L.D. HH. Anthuenis, Valkeniers, Van Aperen.	HH. Chevalier, Daems, Taelman, van den Abeelen.
S.P. Mevr. Dejonghe, Vanlerberghe.	HH. Cuyt, De Richter, Verstraeten.
P.R.L.- F.D.F. HH. Denis, Seghin.	HH. Bacquelaine, D'hondt, Vandenhaute.
P.S.C. H. Lespagnard.	H. Beaufays, Mevr. Cahay-André.
VL.Blok H. Van den Eynde.	Mevr. Colen, H. Sevenhans.
Agalev/H. Detienne. Ecolo	HH. Deleuze, Van Dienderen.

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. Mevr. Van de Castele

Zie :

- 1667 - 97 / 98 :

- Nr. 1 : Wetsontwerp.
- Nr. 2 : Amendementen

Zie ook :

- Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de ses réunions des 30 septembre et 6 octobre 1998.

1. EXPOSÉ DU MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DES PENSIONS

Le ministre renvoie à l'exposé des motifs (Doc. n° 1667/1). Il précise que les droits destinés à couvrir les frais résultant des expertises et des contrôles devront désormais correspondre aux frais réellement exposés. Le financement croisé entre différents secteurs n'est plus permis: chaque secteur doit subvenir aux frais réels. Enfin, on ne peut fausser la concurrence, ce qui n'empêche pas qu'une partie des droits sera affectée au fonctionnement de l'IEV. L'expertise vétérinaire est également subventionnée dans d'autres pays.

2. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Brouns demande pourquoi il a été opté pour une loi d'habilitation. Il ressort par ailleurs du rapport annuel 1997 de l'IEV que son budget est en boni. Ce boni disparaîtra-t-il dans les caisses du Trésor, comme ce fut déjà le cas par le passé? Les créances impayées seront-elles réellement récupérées? Le financement de l'expertise vétérinaire a suscité de nombreuses jalousies entre les secteurs. Le projet à l'examen vise-t-il à remédier à cette situation ou peut-on encore s'attendre à de nombreux tiraillements, même après l'entrée en vigueur de la loi en projet?

M. Denis déplore que le gouvernement ait une fois de plus recours à l'expédient d'une loi d'habilitation. C'est en effet le Roi qui va décider de tout. Il est vrai que le projet prévoit une procédure de confirmation, mais le Parlement est réduit au rôle d'observateur et est censé marquer son accord *a posteriori* sur les dispositions proposées. La loi en projet aurait au moins pu préciser les modalités du calcul des droits d'expertise et de contrôle. La procédure utilisée étant à ses yeux contestable, l'intervenant s'abstiendra donc en toute logique.

M. Van Aperen demande quelle sera l'incidence budgétaire des montants actuels et comment évolueront les recettes de l'IEV.

Le ministre rappelle qu'initialement, la problématique à l'examen a fait l'objet d'un arrêté royal. Le Conseil d'État a cependant estimé que cet arrêté royal devait être confirmé par une loi. L'arrêté d'exécution, qui est aujourd'hui communiqué aux membres de la commission, pourrait évidemment devenir une loi. Il ne faut toutefois pas s'arrêter à des questions de procédure. L'Union européenne nous oblige de toute ma-

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens har vergadering van 30 september en 6 oktober 1998.

1. UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN VOLKSGEZONDHEID EN PENSIOENEN

De minister verwijst naar de memorie van toelichting (Stuk nr. 1667/1). Hij voegt hieraan toe dat de rechten bestemd om de kosten te dekken van de keuringen en controles voortaan aan de werkelijk gemaakte kosten zullen moeten beantwoorden. Kruisfinanciering tussen verschillende sectoren moet onmogelijk worden gemaakt: elke sector moet instaan voor de reële kosten. Tenslotte mag er geen concurrentievervalsing optreden, wat niet wegneemt dat een gedeelte van de rechten besteed zal worden voor de werking van het IVK. In andere landen wordt de veterinaire keuring ook gesubsidieerd.

2. ALGEMENE BESPREKING

De heer Brouns vraagt waarom voor een opdrachtwet werd gekozen. Anderzijds blijkt uit het jaarverslag van 1997 van het IVK dat er een overschot is. Zal dit in de schatkist verdwijnen, zoals in het verleden reeds is gebeurd? Zullen de uitstaande vorderingen effectief worden gerecupereerd? De financiering van de veterinaire keuring heeft veel naijver tussen de sectoren teweeggebracht. Zorgt dit ontwerp voor een oplossing terzake of kan men nog veel getouwtrek verwachten, ook na de tenuitvoerlegging van dit ontwerp?

De heer Denis betreurt dat de regering opnieuw haar toevlucht zoekt tot een opdrachtwet. De Koning bepaalt immers alles. Weliswaar is een bekrachtigingsprocedure in het ontwerp ingeschreven, maar het parlement kan alleen maar toezien en achteraf zijn goedkeuring geven. Het ontwerp had tenminste de berekeningsmodaliteiten van de keuren controlerechten kunnen preciseren. De gehanteerde procedure is betwistbaar en spreker zal zich dan ook consequent onthouden.

De heer Van Aperen wenst te vernemen welke impact de huidige bedragen budgettair zullen hebben en hoe het inkomen van het IVK verder zal evolueren.

De minister herinnert eraan dat huidige materie oorspronkelijk het voorwerp is geweest van een koninklijk besluit. De Raad van State heeft geoordeeld dat een wet noodzakelijk was om dit koninklijk besluit te bevestigen. Ook het uitvoeringsbesluit, dat bij deze aan de leden van de commissie wordt meegegeeld, zou uiteraard een wet kunnen worden. Men mag zich echter niet blindstaren op de procedure. De

nière à régler cette question. Les discussions sur la forme que doit finalement revêtir cette réglementation sur le plan légistique ne peuvent en tout cas ignorer le fait qu'il s'agit en l'occurrence d'un projet relativement technique.

La loi arrête les principes, les détails étant réglés par arrêté royal. L'avantage de cette formule est que ces points de détail peuvent être modifiés plus facilement lorsque cela s'avère nécessaire sans devoir associer chaque fois le parlement, qui a défini les grands axes, à la mise en oeuvre détaillée. L'arrêté d'exécution sera en tout état de cause soumis aux membres de la commission avant sa publication. La procédure de confirmation vise précisément à faire en sorte que le parlement ait le dernier mot.

En ce qui concerne les ressources de l'IEV, il faut replacer les bons résultats dans leur contexte. Une partie substantielle des ressources sont ponctuelles et ne se présentent donc pas toutes les années.

L'encours des créances s'élevait, au 1^{er} janvier 1991, à 343.309.716 francs. Ce montant a atteint, au 31 décembre 1993, 738.947.900 francs. En août 1998, il était retombé à 358.658.938 francs, montant auquel il faut ajouter des intérêts de retard pour un montant de 235.491.015 francs. Au cours des dernières années, le montant a évolué comme suit (chiffres au 1^{er} janvier):

1992: 564.379.075 francs;
1993: 613.240.364 francs;
1994: 738.947.900 francs;
1995: 697.065.357 francs;
1996: 625.530.230 francs;
1997: 452.048.810 francs;
1998: 400.312.057 francs.

Le 31 août 1998, ce dernier montant était tombé à 358.658.938 francs.

On constate une baisse sensible à partir de 1995. Les lois des 21 décembre 1994 et 20 décembre 1995 portant des dispositions sociales et financières permettent de suspendre l'expertise et de retirer l'agrément pour les deux types d'abattoirs. Des modalités de paiement ont été convenues avec les différents établissements qui avaient un arriéré important. Les paiements sont portés en déduction du principal.

En cas de non-respect de ces modalités, il est signifié à l'entreprise en question que l'expertise est suspendue.

L'IEV est bien décidé à récupérer 70% des sommes impayées d'ici la fin de 2001. Près de 30% des créances ne pourraient être récupérées par suite de faillites ou parce qu'il s'agit de créances douteuses. Après l'apurement du principal, 50% des intérêts moratoires pourraient encore être récupérés. Comme le pré-

Europese Unie noopt ons ertoe deze materie hoe dan ook te regelen. De discussie over hoe dit uiteindelijk wetgevingstechnisch moest gebeuren, mag niet voorbijgaan aan het feit dat het hier om een relatief technisch ontwerp gaat.

De wet legt de principes vast en de details worden bij koninklijk besluit geregeld, wat meteen het voordeel biedt dat ze gemakkelijker kunnen gewijzigd worden wanneer dit noodzakelijk is zonder steeds weer opnieuw het parlement, dat de krachtlijnen heeft vastgelegd, bij de gedetailleerde uitwerking te moeten betrekken. In ieder geval zal het uitvoeringsbesluit voor zijn publicatie aan de commissieleden worden voorgelegd. De bekrachtigingsprocedure heeft precies tot doel het parlement het laatste woord te geven.

Wat de inkomsten van het IVK betreft, moet men de goede resultaten opnieuw in hun context plaatsen. Een substantieel deel van de inkomsten is eenmalig en keert derhalve niet jaarlijks weer.

Op 1 januari 1991 bedroeg het bedrag van de uitstaande vorderingen 343.309.716 frank. Dit bedrag is op 31 december 1993 opgelopen tot 738.947.900 frank. In augustus 1998 is dit bedrag opnieuw geslonken tot 358.658.938 frank. Hierbij moeten de verwijlntresten voor een bedrag van 235.491.015 frank worden gerekend. De jaarlijkse evolutie ziet er als volgt uit (telkens op 1 januari):

1992 : 564.379.075 frank
1993 : 613.240.364 frank
1994 : 738.947.900 frank
1995 : 697.065.357 frank
1996 : 625.530.230 frank
1997 : 452.048.810 frank
1998 : 400.312.057 frank

Op 31 augustus 1998 was dit laatste bedrag gedaald tot 358.658.938 frank.

Een gevoelige daling treedt op vanaf 1995. De wetten van 21 december 1994 en 20 december 1995 houdende sociale en financiële bepalingen laten toe de keuring op te schorten en de erkenning in te trekken voor beide types van slachthuizen. Betalingsmodaliteiten werden vastgelegd met de verschillende inrichtingen die een belangrijk achterstal hadden. De betalingen worden op de hoofdsom in mindering gebracht.

Bij niet-eerbieding van deze modaliteiten, wordt het betrokken bedrijf de opschorting van de keuring betekend.

Het IVK is vastbesloten om tegen eind 2001 70 % van de schuld te recupereren. Ongeveer 30 % van de schuldvorderingen zou verloren gaan ten gevolge van faillissementen of onzekere schuldenaars. Na de aanzuivering van de hoofdsom, zou nog 50 % van de verwijlntresten gerecupereerd kunnen worden. Zo-

voit le budget de 1999, le montant des créances actives sera ramené à 100 millions en 2002.

En ce qui concerne l'impact de la nouvelle réglementation, le ministre déclare que, suite à la révision des tarifs, les recettes diminueront. Par contre, les dépenses diminueront aussi, d'une part, à cause de la suppression de la restitution des droits perçus indûment lors de l'exportation de viandes ou du poisson et, d'autre part, à cause de la suppression des ristournes pour la perception des droits. La diminution des dépenses peut être estimée à un montant de 600 millions par an. Il n'est en outre pas possible d'évaluer l'évolution des recettes de manière précise, du fait que le système proposé aura un caractère dynamique. Les entreprises fonctionnant correctement seront en effet récompensées par une diminution des droits dont elles sont redevables, et ce, parce qu'elles contribuent à réduire aussi les coûts.

Le ministre souligne encore une fois que les recettes de l'IEV servent aussi à assurer le fonctionnement de celui-ci, à savoir à financer la réorganisation de l'administration centrale, l'informatisation, la traçabilité des viandes, l'indexation des indemnités des vétérinaires chargés de mission, ainsi que la restitution, à titre transitoire, des droits de contrôle, perçus indûment en exécution de la réglementation actuelle, en raison de l'exportation des viandes ou du poisson.

On a mis fin aux jalousies entre les différents secteurs, bien que l'on ne puisse éviter qu'un certain nombre de sous-secteurs ne soient pas encore satisfaits.

3. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Art. 1^{er}

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

M. Detienne présente un amendement (n° 1, Doc. n° 1667/2) tendant à faire en sorte que les entreprises dont le rythme d'abattage est supérieur à ce qu'il devrait être pour permettre une expertise de qualité ne bénéficient pas d'une diminution des droits par unité. Une fois un certain seuil dépassé, il convient de suspendre la dégressivité. Les experts doivent être d'autant plus nombreux que le rythme d'abattage est élevé, ce qui entraîne une hausse des coûts de l'IEV, alors que, d'autre part, les droits payés par les abattoirs diminueraient. Cela n'a pas de sens. L'intervenant estime, tout comme M. Denis, qu'on ne peut octroyer des primes aux abattoirs dont le rythme d'abattage est élevé sans fixer de normes préalables à cet égard. Existe-t-il pour le rythme d'abattage un

als ingeschreven in de begroting van 1999, zal het bedrag van uitstaande vorderingen in 2002 worden herleid tot 100 miljoen.

In verband met het impact van de nieuwe regeling verklaart de minister dat ingevolge de herziening van de tarieven de inkomsten zullen dalen. Daartegenover staat dat de uitgaven eveneens zullen dalen ingevolge de afschaffing van de terugbetaling van onverschuldigde rechten bij uitvoer van vlees of vis enerzijds en de afschaffing van de *ristorno's* voor de inning van de rechten anderzijds, kan de vermindering van de uitgaven kan geraamd worden op een bedrag van ongeveer 600 miljoen per jaar. Bovendien is het niet mogelijk een precieze schatting van de evolutie van de inkomsten te maken, omdat het thans voorgestelde systeem dynamisch werkt, in die zin dat goed werkende bedrijven beloond zullen worden met een daling van de door hun verschuldigde rechten, omdat ze ook kostenbesparend zijn.

De minister onderstreept nogmaals dat de inkomsten van het IVK ook voor de werking van het IVK nodig zijn : voor de reorganisatie van het hoofdbestuur, de informatisering, de tracering van vlees, de indexering van de vergoeding van de met opdracht belaste dierenartsen, alsook voor de terugbetaling, bij wijze van overgangsmaatregel, van controle-rechten die wegens de uitvoer van vlees of vis die in uitvoering van de actuele regeling ten onrechte werden geïnd.

De naijver tussen de verschillende sectoren is weg-gewerkt, ofschoon niet kan vermeden worden dat een aantal subsectoren nog ontevreden is.

3. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Art. 1

Dit artikel wordt zonder verdere bespreking eenparig aangenomen.

Art. 2

De heer Detienne dient amendement nr. 1 (Stuk nr. 1667/2) teneinde die bedrijven die een slachtritme hebben dat hoger is dan verantwoord voor een kwaliteitsvolle keuring niet met een daling der rechten per eenheid te belonen. De degressiviteit moet, eens men een bepaalde drempel heeft overschreden, worden gestopt. Hoe hoger het slachtritme, hoe meer keurders moeten worden ingeschakeld, waardoor de kosten van het IVK dus stijgen, terwijl anderzijds de rechten die door het slachthuis betaald zouden moeten worden, zouden dalen. Dit houdt geen steek. Spreker is het eens met de heer Denis dat geen bonus mag worden toegekend aan slachthuizen met een hoog slachtritme zonder dat voor dit laatste voorafgaandelijke normen worden vastgelegd. Is er

plafond au-delà duquel les droits ne sont plus dégressifs? On pourrait déterminer au moins un minimum par unité de temps plutôt que par unité abattue.

M. Lespagnard fait observer que le Conseil d'État estime que les termes «rythme d'abattage» sont trop vagues. Il serait préférable de fixer des normes par heure. Un rythme d'abattage élevé est particulièrement intéressant pour les grands abattoirs. Les petits abattoirs sont toutefois lésés. L'arrêté d'exécution devrait de toute façon fixer un plafond, au-delà duquel un rythme d'abattage plus élevé n'entraîne pas de dégressivité des droits.

M. Van Aperen s'enquiert des normes précises reprises dans l'arrêté d'exécution. Quoi qu'il en soit, il est préférable d'abandonner la norme «nombre d'animaux par heure» et de déterminer un tarif horaire. Il conviendra toutefois d'abord de déterminer le nombre maximum d'animaux pouvant être expertisés par heure.

L'intervenant ne voit pas non plus comment on pourrait continuer à appliquer le principe selon lequel une exploitation doit acquitter des droits moins élevés à mesure que l'on fait appel à davantage d'experts. Les droits d'expertise et de contrôle doivent permettre de couvrir les coûts.

Enfin, l'intervenant demande pourquoi la contribution aux frais généraux de fonctionnement de l'IEV n'est pas exprimée en pourcentage.

M. Van Erps demande comment le système proposé pourrait être concilié avec la directive européenne qui fixe le montant à payer par animal. Le minimum est de 4,75 écus par heure, ce qui implique un seuil de rentabilité minimum.

M. Denis présente un amendement (n° 4 - Doc. n° 1667/2) visant à faire en sorte que ce ne soient pas les exploitations dont le rythme d'abattage est élevé, mais celles dont le rythme d'abattage est trop faible, qui soient touchées. Les premières nécessiteront en effet l'intervention d'experts supplémentaires et devront acquitter des droits en conséquence, alors que les dernières occasionneront des frais supplémentaires, du fait qu'un expert sera mobilisé dans un abattoir où le nombre d'unités abattues par heure sera insuffisant pour que l'intervention de cet expert soit rentable.

L'amendement n° 5 du gouvernement (Doc. n° 1667/2) vise à intégrer ces points de vue dans le projet en tenant compte des impératifs d'une expertise de qualité.

Le ministre estime que l'on peut prévoir une limite inférieure et une limite supérieure en ce qui concerne la diminution automatique des droits à l'unité, proportionnellement à l'augmentation du nombre d'ani-

maux. Le ministre estime que l'on peut prévoir un plafond au-delà duquel les droits ne sont plus dégressifs? On pourrait déterminer au moins un minimum par unité de temps plutôt que par unité abattue.

De heer Lespagnard wijst erop dat de Raad van State de term 'slachtritme' te vaag heeft gevonden. Het zou beter zijn normen per uur te stellen. Een hoog slachtritme is vooral interessant voor grote slachthuizen. Kleine slachthuizen worden evenwel benadeeld. Alleszins zou in het uitvoeringsbesluit een plafond moeten worden bepaald, boven hetwelk een hoger slachtritme geen degressiviteit van de rechten tweegebrengt.

De heer Van Aperen wenst te vernemen welke normen precies in het uitvoeringsbesluit zijn opgenomen. In ieder geval is het beter af te stappen van de norm 'aantal dieren per uur', maar een tarief per uur te bepalen. Eerst moet evenwel ook worden bepaald welk het maximum aantal dieren is dat per uur kan gekeurd worden.

Spreker ziet ook niet goed in hoe het principe volgens hetwelk een bedrijf minder moet betalen naargelang meer keurders worden ingezet, kan worden gehandhaafd. Tenslotte moeten de keur- en controle-rechten kostendekkend zijn.

Spreker vraagt zich tenslotte af waarom de bijdrage aan de algemene kosten van de werking van het IVK niet in percenten is uitgedrukt.

De heer Van Erps wenst te vernemen hoe het thans voorgestelde systeem te rijmen valt met de Europese richtlijn die het te betalen bedrag per dier vastlegt. Het minimum is 4,75 ecu per uur en bevat dus reeds een rendabiliteitsdrempel naar beneden toe.

De heer Denis dient amendement nr. 4 (Stuk nr. 1667/2) in teneinde niet de bedrijven met een hoog slachtritme maar wel de bedrijven die een te laag slachtritme hebben, te treffen. De eersten zullen immers de interventie van bijkomende keurders veroorzaken en daar consequent moeten voor betalen, terwijl de laatsten bijkomende kosten veroorzaken doordat een keurder wordt gemobiliseerd in een slachthuis waar per uur te weinig eenheden worden geslacht om de interventie van die keurder rendabel te maken.

Amendement nr. 5 van de regering (Stuk nr. 1667/2) stelt zich tot doel deze standpunten in het ontwerp te integreren door met de vereisten van een kwaliteitsvolle keuring rekening te houden.

De minister is van oordeel dat een beneden- en een bovengrens kan worden gesteld aan de automatische daling van de rechten per eenheid, die evenredig is met de stijging van het aantal geslachte dieren per

maux abattus par unité de temps. En effet, un rythme d'abattage trop faible entraîne des coûts supplémentaires du fait que le recours à un expert n'est pas rentable, bien qu'il soit obligatoire. Un rythme d'abattage trop élevé occasionne, en revanche, également des frais supplémentaires du fait qu'il faut éventuellement faire appel à des experts supplémentaires afin de ne pas compromettre la qualité de l'expertise.

Le ministre s'engage à ce qu'il soit tenu compte de ce principe dans les normes objectives qui pourront être fixées dans l'arrêté royal relatif à l'expertise vétérinaire.

L'IEV doit en tout cas récupérer les coûts d'intervention d'un deuxième, voire d'un troisième expert dont la présence est nécessaire en raison du rythme d'abattage. Les petits abattoirs devront dès lors payer relativement plus, mais la qualité de l'expertise sera garantie. D'autres pays appliquent également le principe qui consiste à prévoir une réduction relative des droits d'expertise lorsque le rythme d'abattage augmente, car les coûts d'expertise connaissent, eux aussi, une diminution relative lorsque l'entreprise est plus efficace. Concrètement, un tarif dégressif est fixé par espèce animale en fonction du nombre moyen d'animaux abattus par heure, la moyenne étant établie mensuellement. Le tarif pour les boeufs est fixé à 600 francs par animal lorsque le nombre moyen d'abattages est de 4 par heure et de 360 francs par animal lorsque ce nombre est de 10 à 12 par heure. Un système similaire est appliqué pour les porcs et les veaux. Ce système a été développé en concertation avec les secteurs concernés. Cette dégressivité n'a jamais été spécialement visée. Il est néanmoins important de garantir également la qualité de l'expertise.

*
* *

Les amendements n^{os} 1 et 4 sont retirés.

L'amendement n^o 5 est adopté par 14 voix contre une.

L'article, ainsi modifié, est adopté par 11 voix contre 4.

Art. 3

L'amendement n^o 3 du gouvernement (Doc. n^o 1667/2) vise à fixer le droit pour le financement des frais généraux par kilogramme plutôt que par animal lors de l'expertise du poisson, étant donné que le droit d'expertise du poisson est déjà fixé par kilogramme.

L'amendement n^o 6 du gouvernement (Doc. n^o 1667/2) tend également à ce qu'il soit tenu compte des impératifs d'une expertise de qualité dans le cadre de la fixation des normes objectives.

tijdseenheid. Immers, een te laag slachtritme veroorzaakt bijkomende kosten doordat de inschakeling van een keurder niet rendabel is, ofschoon wel verplicht. Daarentegen veroorzaakt een te hoog slachtritme ook bijkomende kosten doordat eventueel bijkomende keurders moeten worden ingeschakeld teneinde de kwaliteit van de keuring niet in het gedrang te brengen.

De minister verbindt er zich toe dit principe zijn weerslag te laten krijgen in de objectieve normen die in het koninklijk besluit betreffende de veterinaire keuring zullen kunnen worden ingeschreven.

Het IVK moet alleszins, wanneer een tweede of een derde keurder noodzakelijk zijn, rekening houdend met het slachtritme, de kosten hiervan recupereren. Kleinere slachthuizen zullen derhalve relatief meer moeten betalen en anderzijds zal de kwaliteit van de keuring worden gegarandeerd. Ook in andere landen past men het principe toe volgens hetwelk een hoger slachtritme relatief lagere keuringskosten teweegbrengt omdat ook de kosten van de keuring relatief dalen naarmate het bedrijf efficiënter is. Concreet wordt een tarief per diersoort bepaald dat degressief is naargelang het maandgemiddelde van het aantal geslachte dieren per uur hoger is. Voor runderen betekent dit dat als men er gemiddeld 4 per uur slacht, men 600 frank betaalt per dier. Worden er daarentegen gemiddeld 10 à 12 per uur geslacht, dan bedraagt het tarief per dier 360 frank. Voor varkens en kalveren geldt een soortgelijk systeem. Dit systeem is in overleg met de sectoren tot stand gekomen. Deze degressiviteit is nooit speciaal geïmplementeerd geworden. Toch is het belangrijk de kwaliteit van de keuring ook te garanderen.

*
* *

Amendementen nrs. 1 en 4 worden ingetrokken.

Amendement nr. 5 wordt aangenomen met 14 tegen 1 stem.

Het artikel, aldus gewijzigd, wordt aangenomen met 11 tegen 4 stemmen.

Art. 3

Amendement nr. 3 van de regering (Stuk nr. 1667/2) strekt ertoe het recht ter financiering van de algemene kosten bij de keuring van vis per kilo en niet per eenheid vast te stellen aangezien het keurrecht voor vis eveneens per kilo wordt bepaald.

Amendement nr. 6 van de regering (Stuk nr. 1667/2) beoogt eveneens in dit artikel bij het vastleggen van de objectieve normen rekening te houden met de vereisten van een kwaliteitsvolle keuring.

L'amendement n° 2 de M. Detienne (Doc. n° 1667/2) a une portée identique à celle de l'amendement n° 1 du même auteur.

*
* *

L'amendement n° 2 est retiré.

L'amendement n° 3 est adopté par 13 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 6 est adopté par 10 voix et 5 abstentions.

L'article, ainsi modifié, est adopté par 10 voix et 5 abstentions.

Art. 4-5

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par 13 voix et 3 abstentions.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié, est adopté par 10 voix et 5 abstentions.

Le rapporteur,

M. DEJONGHE

Le président,

M. VANLERBERGHE

Amendement nr. 2 van de heer Detienne (Stuk nr. 1667/2) heeft hetzelfde voorwerp als amendement nr. 1 van dezelfde indiener.

*
* *

Amendement nr. 2 wordt ingetrokken.

Amendement nr. 3 wordt aangenomen met 13 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement nr. 6 wordt aangenomen met 10 stemmen en 5 onthoudingen.

Het artikel, zoals gewijzigd, wordt aangenomen met 10 stemmen en 5 onthoudingen.

Art. 4-5

Deze artikelen worden zonder verdere bespreking aangenomen met 13 stemmen en 3 onthoudingen.

*
* *

Het wetsontwerp, aldus gewijzigd, wordt aangenomen met 10 stemmen en 5 onthoudingen.

De rapporteur,

M. DEJONGHE

De voorzitter,

M. VANLERBERGHE